

François Hollande, l'homme malade de l'Europe



Après ses multiples mises en garde adressées à la France, il est désormais quasiment impossible à la Commission européenne de ne pas mettre en branle les mesures de sanctions prévues par les traités.

Avec Serge
Federbusch

1 - Du Flanby dans la seringue

L'état se resserre sur Moi-Président. Sa ruse initiale est éventée : rogner à peine les dépenses publiques et surtout augmenter les impôts en ciblant les ménages qui ne votent pas socialiste. Puis attendre que l'économie reparte miraculeusement ou, à défaut, effrayer nos partenaires européens pour qu'ils nous renflouent en créant de la monnaie.

Aucun de ces calculs n'a été pertinent. La croissance ne repart pas, l'économie stagne, les déficits augmentent et l'Europe se cabre. Les chiffres de l'indice Markit sur le commerce de détail publiés hier sont à proprement parler catastrophiques. Le dernier enfumage en date a accompagné lundi dernier la présentation des prévisions budgétaires pour 2015. Les économies envisagées ne tiennent en réalité qu'à deux postes : la baisse des transferts aux collectivités locales pour 3,66 milliards d'euros et celle de la charge des intérêts pour 2,31 milliards. L'Etat ne fait que très peu d'effort de restructuration. Départements, régions et communes augmenteront leurs taux d'imposition et leur endettement d'autant que leur fiscalité est largement tributaire de l'immobilier aujourd'hui en crise. Quant aux intérêts versés sur la dette, le risque que les taux remontent est désormais plus grand que la poursuite de leur baisse. Bref, tout n'est que poudre aux yeux dans le budget français et, plus grave encore, il n'existe aucun facteur de rebond conjoncturel. Les prévisions de déficit présentées à Bruxelles ne respectent pas nos engagements antérieurs et continuent de minorer grandement les périls qui menacent nos finances publiques.

Le problème est que la technocratie européenne ne fait plus semblant de ne pas s'en apercevoir. En outre, l'affaiblissement politique des socialistes français en font des tigres de papier qui n'effrayent plus grand monde, comme le calvaire bruxellois de Moscovici le montre tous les jours. Bientôt, la Cour de justice de l'Union puis, de nouveau, le Tribunal constitutionnel allemand vont rappeler l'impossibilité juridique de racheter les dettes publiques. Avez-vous déjà vu du Flanby dans une seringue ?

Le gouvernement se comporte comme si son espérance de vie n'était plus que de quelques mois, réclamant patience et indulgence et cherchant désespérément un eurocrate à duper comme Richard III cherchait un cheval à échanger contre son royaume. Dans ce désastre, le dernier atout français est l'insouciance apparente des milieux financiers internationaux qui continuent de prêter au Trésor à des taux très faibles. Pourquoi cette aberration ? **L'abondance mondiale de liquidités due aux rotatives à imprimer les dollars est encore grande mais, surtout, les analystes pensent que la discipline germanique finira par nous contraindre et, dans le**

pire des cas, ils estiment que le gouvernement français fera un hold-up sur l'épargne des ménages pour honorer ses dettes.

Ces conjectures sont empreintes d'un angélisme inquiétant face au blocage total dans lequel nous sommes. Elles oublient justement que le pouvoir en France ne peut plus imposer ce type de mesures et que les députés les repousseraient.

Mais le premier qui dira la vérité risque de faire éclater la bulle qui gonfle les marchés financiers depuis deux ans. De la même manière qu'aucun gouvernement européen ne veut prendre l'initiative d'avouer que l'euro n'est pas viable en l'état. Mutisme, mensonge et aveuglement collectifs confortent pour peu de temps encore la pratique du pouvoir "hollandaise".

Que peut-il se passer dans les semaines qui viennent ?

D'abord, l'affaiblissement politique de Hollande va s'accélérer. Le fait de passer le mistigri budgétaire aux collectivités locales va lui aliéner davantage les élus clientélistes dont Aubry a décidé de se faire le porte-drapeau. Sachant que les députés sont pour la plupart des notables locaux, les rangs des frondeurs vont s'étoffer. C'est bien pour cela que Sapin et consorts proclament qu'en aucun cas ils n'envisagent d'autres économies ou réformes : ils savent qu'ils n'ont de toute façon plus de majorité parlementaire pour les faire adopter.

On en vient donc à ce qui va se jouer entre Bruxelles, Berlin, Karlsruhe et Francfort. Comment la Commission, la BCE, Merkel et les juges constitutionnels allemands vont-ils réagir à la fin de non-recevoir que la France va - à peine poliment - leur adresser ? Pourront-ils simuler qu'ils accordent le moindre crédit aux promesses de réformes françaises qui ne seront du reste que bredouillées ? Après ses multiples mises en garde, il est désormais quasiment impossible à la Commission européenne de ne pas mettre en branle les mesures de sanctions prévues par les traités.

En Europe, les procédures sont alambiquées à l'extrême, ce dont Sapin essaye de jouer. Il y a d'abord celle dite du déficit excessif sous le coup de laquelle se trouve la France depuis plusieurs années. La Commission a réitéré un avertissement à ce sujet en mars dernier, sans succès. Sauf à se ridiculiser, elle fera probablement une recommandation au Conseil en proposant des sanctions. Les 28 États membres doivent ensuite statuer sur cette proposition à la majorité qualifiée inversée. **Cela signifie qu'une majorité renforcée d'États membres doit se prononcer contre la recommandation pour que celle-ci soit rejetée. Autant dire que, contrairement à ce que raconte Sapin, la situation est très mal engagée sur ce terrain.**

Ce dernier tente donc d'entretenir la confusion en faisant référence à la procédure dite du "two Pack" qui oblige, au surplus, depuis 2013, les États à communiquer avant le 15 octobre de chaque année leur projet de budget à la commission. Dans ce cadre, c'est effectivement *in fine* aux parlements nationaux de décider de suivre ou non les demandes de rectification budgétaire. **Mais cela ne suspend en rien la première mécanique décrite.** Contrairement à ce que laisse accroire l'enfumeur sapinier, la deuxième arme bruxelloise ne se substitue pas à la première, elle la complète.

Quoi qu'il en soit, la parole gouvernementale française est chaque jour plus discréditée et les divisions entre Français et Allemands vont s'étaler sur la place publique. Dans ces conditions, les risques de sanction européenne sont l'arbre qui cache la forêt. **Ce n'est pas une amende de 0,2 % du PIB qui changera grand chose à la catastrophe annoncée. Le vrai danger est l'altération de la garantie germanique implicite donnée à notre dette. Ne restera alors, pour rassurer les marchés, que l'hypothèse d'une spoliation des comptes d'assurance-vie. Vous voyez ce qu'il vous reste à faire ?**

2 - Ratatouille ratatiné

Le sort d'Eurodisney préfigure-t-il celui de la France ? Depuis quelques temps déjà, notre pays est saisi d'un démon passéiste qui avance sous un masque festif, grîmé de bons sentiments et d'écologie. Illustrée abondamment par les opérations d'amusement collectif lancées par Delanoë à Paris, cette dérive emprunte à la logique du parc de loisirs.

Convaincu que cette identité de carton-pâte est sa dernière carte pour drainer du touriste, Eurodisney a d'ailleurs joué son va-tout, il y a quelques mois, avec une nouvelle attraction : "Ratatouille", ce cousin lointain du rongeur Mickey adepte de haute gastronomie. Anne Hidalgo s'est reconnue dans cet animal et a entrepris le voyage de Marne-la-Vallée pour lui tirer la queue. **Las ! Rien n'y fait. Le visiteur européen désargenté ne mord pas au fromage, l'attrape souris reste désespérément vide de toute proie. Le résultat est atterrant, les pertes se creusent et 15 000 emplois sont en jeu.**

C'est bientôt tout l'Etat national d'attractions qui menacera faillite. La presse mondiale n'est que récriminations contre ce peuple rouspéteur, incorrigible et endetté qui ne donne plus envie qu'on lui rende visite. C'est Ratatouille ratatiné.

3 - Par où Thévenoud on t'a pas vu sortir

Alors qu'un député UMP se voit menacé de sanctions pour avoir utilisé un scandaleux masculin, parlant de "Madame le président", Thévenoud, secrétaire d'Etat météorique, continue de traiter tranquillement sa phobie administrative sur les bancs de l'Assemblée sans être dérangé plus que cela. **Il est vrai que chez les Thévenoud, Madame et Monsieur étaient atteints du même mal.**

4 - Primaires supérieures

Cette affaire de primaires à droite commence à devenir inquiétante ou intéressante selon les points de vue. Si elles échouent, la pluralité des candidats de droite dite républicaine risque de conduire à un deuxième tour entre Le Pen et un représentant du PS. Au vu de la dégradation accélérée de l'image de ce dernier, il faut désormais envisager une possible victoire frontiste. **La démission rapide de François Hollande devient une véritable nécessité républicaine. On devrait demander à Valérie et Aquilino de lui adresser**

une supplique en ce sens.

A lire de l'auteur de cet article : ["Français, prêts pour votre prochaine révolution ?"](#), de Serge Federbusch, publié chez [Ixelles](#), 2014.
Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

